

Propos pour un article d'Atlantico.fr sur la comparaison entre la France des années 2010 et le Royaume-Uni des années 1970

20 janvier 2013

Propos pour un article d'atlantico.fr

Propos liminaire

Ma spécialité est l'histoire et l'économie politique étudiées sur période de moyen terme et c'est sur cette base que je vais répondre à vos questions, notamment à partir de mes deux livres « *Margaret Thatcher face aux mineurs* » (2007) et « *Réforme mission impossible* » (2010).

Très haut taux d'imposition, focalisation sur les problématiques des débats de société : depuis sa victoire présidentielle, le PS semble vouloir transformer la France en une Angleterre travailliste des années 1970. En quoi les perspectives économiques de la France peuvent-elles être rapprochées à la situation qu'a connue le Royaume-Uni à cette époque ?

Depuis 1945, le *Labour* a été au pouvoir à quatre reprises au Royaume-Uni : 1945-1951 (Clement Attlee), 1964-1970 (Harold Wilson), 1974-1979 (Harold Wilson puis James Callaghan), 1997-2010 (Tony Blair puis Gordon Brown), soit un total de 30 ans contre 35 ans au parti conservateur.

Ce que vous appelez l'« *Angleterre travailliste* » correspond à une configuration politique et sociale mise en place par Attlee à compter de 1945 et qui n'est remise en cause de façon fondamentale par aucun gouvernement (conservateur ou travailliste) avant 1979 et Margaret Thatcher : déploiement d'un Etat providence très important, niveau élevé d'impôts directs, importance institutionnelle majeure des organisations syndicales.

Les années 1970 ratifient l'épuisement idéologique et opérationnel de ce dispositif britannique : croissance économique structurellement inférieure à celle des pays d'Europe continentale (écart notamment très significatif par rapport à la France et l'Allemagne de l'Ouest, à l'origine d'un appauvrissement relatif puis absolu), stagflation, multiplication des conflits du travail (conflictualité sociale 4 fois supérieure à celle de l'Europe continentale). Toute cela est maintenu jusqu'en 1979 et les changements de nature quasiment révolutionnaire que Margaret Thatcher met en place de façon brutale mais dans le cadre de l'Etat de droit britannique.

D'une certaine manière, la séquence initiée en 1945 en Grande-Bretagne a des similitudes à celle qui commence en 1974 en France (on pourrait également dater ce changement à 1968 ou à 1981) : augmentation des dépenses publiques dans le PIB français (qui passent de 40% à plus de 55% du PIB, soit +40%), apparition d'un déficit public récurrent et structurel à partir de 1974, diminution progressive du taux de croissance, dégradation forte de la compétitivité particulièrement marquée depuis la fin des années 1990.

La question du très haut taux d'imposition (les « 75% ») correspond à un marqueur de la campagne de François Hollande en 2012 alors que les taux de l'IR n'étaient pas particulièrement élevés en France (taux de 40% jusqu'en 2012). Il y a ici une analogie évidente avec les taux de l'*income tax* britannique des travaillistes dans les années 1970, avec taux pouvant aller jusqu'à 98%, dispositif rapidement démantelé par Margaret Thatcher au début des années 1980.

Concernant les réformes sociétales, il y en a de façon régulière en France depuis 1974 (IVG et majorité à 18 ans en 1974, abolition de la peine de mort & dépénalisation de l'homosexualité en 1981, PACS en 1999...) et elles ont toutes posé d'importantes difficultés politiques à leur promoteurs. La seule particularité des réformes sociétales proposées aujourd'hui par l'exécutif tient à la conjonction de ces réformes avec une situation économique d'ensemble particulièrement dégradée.

En quoi les idéologies du PS d'aujourd'hui et du Labour des années 70 sont-elles comparables ?

Avant même la nature des idéologies, le point de comparaison le plus important concerne probablement la structure des électorats : poids probablement très fort des agents publics au sens large (Etat, collectivités locales, hôpital) pour un PS en concurrence avec les partis plus à gauche, importance institutionnelle et électorale des syndicats pour le *Labour* jusqu'au milieu des années 1990.

Cette réalité sociologique et politique structure fortement la nature du discours politique et des idéologies qui le construisent, avec les difficultés supplémentaires liées à l'exercice du pouvoir. Le parti travailliste aux affaires avec James Callaghan dans la seconde moitié des années 1970 a ainsi tenté de concilier une politique économique équilibrée et désinflationniste (sous la menace du FMI) mais sans toucher à une toute-puissance syndicale devenue à la fois paralysante et de plus en plus impopulaire.

Aujourd'hui, le PS au pouvoir essaie de trouver un chemin entre le maintien du système public et social français, d'une part, et, d'autre part, un engagement européen qui ne s'est jamais démenti et a clairement des conséquences économiques et sociales considérables avec le choix de l'alignement monétaire sur le mark puis la mise en place de l'euro. Cette ligne réformiste mais modérée est bien reprise dans les propos publics du président (conférence de presse du 13 novembre 2012) et du Premier ministre (tribune dans le Monde du 3 janvier 2013).

Comme le Labour à cette époque, la France de François Hollande ne se construit-elle qu'en opposition au conservatisme et à l'extrême gauche ?

On peut effectivement faire un lien entre les deux époques, sur la base de la volonté de conciliation entre deux contraintes fortes qui s'imposent aux deux partis. James Callaghan, un « *formidable adversaire* » selon les termes de Margaret Thatcher, a longtemps pu croire que son approche équilibrée pourrait lui conserver le pouvoir. C'est finalement l'immense grève générale du « *winter of discontent* » de 1978-1979 qui discrédite définitivement le modèle mis en place en 1945 auprès de l'opinion publique et apporte *Downing Street* sur un plateau à une Margaret Thatcher jusqu'à en situation de challenger.

François Hollande a remporté la primaire pour la candidature PS aux élections présidentielles par le centre dans une logique sociale-démocrate assumée. Mais il doit faire avec une structure partisane nettement plus à gauche que son électorat,

d'où la proposition 75% et le choix d'un rétablissement budgétaire par les recettes et non les dépenses.

Comment a évolué le parti travailliste entre la défaite de 1979 et la victoire de Tony Blair en 1997 ? Quelles leçons pour nous ?

Entre ces deux dates, il y a dix-huit ans d'opposition, quatre défaites électorales successives (1979, 1983, 1987, 1992) et quatre leaders du parti (Michael Foot 1979-1983, Neil Kinnock 1983-1992, John Smith 1992-1994 et Tony Blair à compter de 1994). La séquence 1979-1994 peut être lue comme un long cheminement du parti et de ses leaders vers des positions modérées et une acceptation de plus en plus assumée de l'héritage thatcherien.

Michael Foot subit d'abord une défaite humiliante en 1983 sur la base d'un programme très à gauche : économie quasiment planifiée, désarmement nucléaire unilatéral, contrôle des changes.

Neil Kinnock, qui a marginalisé l'extrême gauche du parti après la terrible grève des mineurs de 1984-1985, perd honorablement en 1987 et à deux doigts de la victoire en 1992, sa défaite de justesse s'expliquant notamment par des positions encore traditionnelles (...et l'opposition frontale du *Sun*). Cette défaite de 1992 contribue à la progression et la victoire symbolique et politique d'une ligne réaliste et modérée : abandon des objectifs révolutionnaires, du drapeau rouge, de la clause 4 sur la propriété publique des moyens de production. C'est le prélude à 13 ans d'exercice du pouvoir.

Concernant la comparaison avec le PS français, on peut considérer qu'un changement majeur a déjà eu lieu dès 1983 avec la volonté d'arrimer la France à l'Europe et le franc au mark, tout en préservant voire renforçant la socialisation de la richesse par les dépenses publiques et les prélèvements obligatoires. Cette conciliation doit subir le double feu de la cohérence et de la soutenabilité économiques d'une part, et de l'existence de positions beaucoup plus à gauche tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du PS d'autre part.